

une série de mois positifs sur le plan de la création d'emploi qui ont contribué à ramener le taux de chômage à 8,5 p. 100 en décembre 2011. Le taux de participation est demeuré stable autour de 64 p. 100, soit environ 2 points de pourcentage sous la tendance historique à long terme, ce qui témoigne du grand nombre de travailleurs découragés qui ont cessé de chercher un emploi². Entre le sommet de l'emploi atteint en janvier 2008 et la situation observée en décembre 2010, 7,7 millions d'emplois ont disparu aux États-Unis; à la fin de 2011, 1,8 million d'emplois seulement étaient réapparus — pas très éloigné du taux de croissance démographique. En outre, la croissance des salaires réels a été négative au cours des deux dernières années, ce qui vient souligner encore davantage les défis liés à la croissance des dépenses des consommateurs aux États-Unis.

Selon les prévisions, l'économie américaine devrait croître de 2,1 p. 100 en 2012 et de 2,4 p. 100 en 2013. La faiblesse persistante du secteur du logement et du marché du travail, conjuguée au processus de désendettement, devrait confiner la reprise à un bas niveau. Étant donné le rôle dominant que jouent les facteurs intérieurs dans la conjoncture économique aux États-Unis, on ne prévoit qu'une amélioration modeste du taux de chômage (8,2 p. 100), un niveau déjà atteint en mars 2012. L'écart de production persistera, ce qui devrait maintenir l'inflation tendancielle à un bas niveau dans l'avenir immédiat, tandis que l'on s'attend à ce que la politique d'assouplissement monétaire se poursuive.

Les risques à la baisse demeurent importants. De nombreuses dispositions fiscales, dont les réductions d'impôt adoptées durant le mandat présidentiel précédent, arrivent à terme en 2013. Si les difficultés et l'impasse politiques devaient persister aux États-Unis jusqu'à ce moment, l'incapacité de renégocier ces mesures parallèlement à l'entrée en vigueur automatique des mesures de réduction des dépenses pourraient avoir des répercussions négatives sur la croissance économique. La crise de l'endettement souverain en Europe

est la principale source d'influence étrangère, principalement par le biais des retombées potentiellement négatives sur la confiance et l'investissement des entreprises aux États-Unis. Le secteur du logement détiendra encore la clé de la reprise, et les mesures visant les refinancements hypothécaires, généralement favorables aux consommateurs, devraient aider à éponger l'excédent des reprises de finance et des prêts hypothécaires improductifs tout en relançant la croissance qui fait cruellement défaut dans ce secteur.

Le Japon

L'économie japonaise, durement éprouvée, a néanmoins réussi à inscrire un taux de croissance de 4,4 p. 100 en 2010, le taux le plus élevé parmi les majeurs pays cette année-là et la meilleure performance du pays en une génération. Malheureusement, la réussite du Japon s'est trouvée brusquement interrompue en 2011 par le tremblement de terre catastrophique qui a secoué l'Est du pays. Outre la destruction massive causée par le séisme lui-même, les dommages ont été aggravés considérablement par le tsunami et les incendies qui ont suivi, tandis que les problèmes de radioactivité de long terme à la centrale nucléaire de Fukushima pourraient éventuellement devenir la source la plus sérieuse de dommages. En considérant l'ampleur de ces catastrophes, l'économie du Japon a fait preuve d'une grande résilience en enregistrant une contraction de seulement 0,7 p. 100 en 2011. Le PIB réel a reculé de 7,9 p. 100 au premier trimestre, de 1,2 p. 100 au second et il a ensuite rebondi à 7,6 p. 100 au troisième trimestre, un niveau plus élevé que prévu. Par ailleurs, les inondations survenues en Thaïlande au quatrième trimestre ont infligé des chocs supplémentaires à l'économie nipponne de l'ordre de 0,1 p. 100, tandis que la croissance moyenne pour l'ensemble de l'année 2011 sera négative, à 0,7 p. 100 (tous les taux sont annualisés).

Le commerce est le principal facteur ayant influé sur le PIB du Japon en 2011. La contribution de 3,1 points de pourcentage des

² Le taux de chômage a diminué à 8,2 p. 100 en mars 2012, ce qui est notamment attribuable à une autre baisse du taux de participation, qui a atteint 63,8 p. 100 durant ce mois, un niveau qui n'a pas été observé depuis 1983.